



Projet Accompagnement

Québec-Guatemala

Janvier-février 1996, Vol. 3, N° 1

Le projet accompagnement est un réseau d'organismes canadiens créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnateurs internationaux pour retourner dans leur pays. Il a donc pour but de former des bénévoles et de sensibiliser la population à travers les réseaux de solidarité.

Accompagnateurs dans les sud .

La dernière semaine de janvier, nous savions que: **Karine Frisou** partait vers "La Esmeralda" pour y rester pendant un mois, ensuite elle ira probablement à l'Ixcán. **Sarita Ahoja** est partie à la finca "La Lupita" (au sud). **Danyka Morissette** et **Christian Champigny** sont partis vers l'Ixcán, ils nous donneront des nouvelles bientôt. **Céline Dupont** et **Olivier Yaccarini** devaient partir vers Chancolin ou Chacula (ils ne savaient pas encore).

Pour la prochaine formation dans le sud qui commence le 19 février, trois accompagnateurs de Québec seront présents: **Yannick Jetté**, **Hugues Fontaine** et **Ugo Lachapelle**.

Un petit mot de l'équipe de formation

La première formation de cette année vient à peine de se terminer. De retour à la réalité. Nous étions seize personnes dont cinq formatrices-teurs. L'énergie de groupe était vraiment dynamique et les activités se sont bien déroulées. Cinq jours d'activités sans arrêt ... et sans eau. On a fait fondre de la neige pendant presque deux jours afin de subvenir à nos dits besoins essentiels (ou naturels!) pour ensuite comprendre qu'il serait beaucoup plus efficace d'aller chercher de l'eau à la rivière qui n'était pas trop loin... Mis à part cette déficiente pompe à eau, la fenêtre d'auto brisée d'Ugo, la panne d'essence de Jean-François et Simon à deux kilomètres du garage de Lachute, les deux crevaisons de Dylan, le manque d'huile à chauffage pour le rez-de-chaussée, le manque de gaz propane pour les chauffettes de la chambre, le four qui n'allume toujours pas, le mur de la fondation de la cave qui tombe lentement en ruine, tout était super!

Qui sait, peut-être que toutes ces aventures ont contribué à cette grande solidarité qui est née entre nous toutes et tous, participant-e-s et formateur-trices? Déjà quelques accompagnateurs sont partis au Guatemala pour suivre leur formation dans le Sud et pour faire leur travail d'accompagnement. Ils ne nous l'ont pas dit, toutefois, ils voulaient sans doute fuir l'hiver qui commence à faire parler de lui. Pendant la formation, on a eu la chance d'avoir la visite de Rosario Pu, dirigeante du CUC (Comité de Unidad Campesina) et d'Hélène Giguère, accompagnatrice de retour à Montréal. Merci à ces deux personnes ressources qui nous ont grandement éclairé au sujet des actualités guatémaltèques. Une prochaine formation aura lieu dans les environs de mai; pour les intéressé-e-s on vous tiendra au courant des dates précises. À bientôt et bon travail pour les nouveaux accompagnateurs-trices...

Eve Thomas, Secteur Formation.

Au Guatemala, les femmes s'organisent:

une entrevue avec deux représentantes de l'organisation Mama Maquín

par Nathalie Gauthier

En 1995, la Journée internationale de la femme a été célébrée pour la première fois à Mayalan, une des cinq communautés de la coopérative Ixcan Grande située au nord du Département de Quiché au Guatemala. Cette communauté, de retour au Guatemala depuis 1994, fait partie des 440 villages détruits par l'armée guatémaltèque au début des années 80. Après plus de douze années d'exil au Mexique, ces populations civiles rentrent chez elles.

Le premier retour a eu lieu le 20 janvier 1993 et, à ce jour, environ 10 mille réfugié-e-s sur les 45 mille officiellement reconnu-e-s par le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugié-e-s (HCNUR) sont de retour au Guatemala. Ce processus se poursuit, toujours sous l'égide d'accords négociés entre la population guatémaltèque réfugiée au Mexique et le gouvernement du Guatemala.

Le 8 mars est une occasion pour les communautés de réfugié-e-s au Mexique et celles de retour au Guatemala de parler des femmes, de leurs droits et de leurs revendications. C'est aussi une occasion pour danser, rire, faire du théâtre... s'amuser jusqu'aux petites heures du matin dans un environnement souvent très tendu et où les conditions de vie sont difficiles. Mmes Sanchez et Falla nous parlent de l'organisation des femmes réfugiées guatémaltèques Mama Maquín, res-

ponsable des activités du 8 mars à Mayalan.

Mme Falla:

Avec cette organisation de petits groupes organisés les qui s'veu-

commencé en 1987 lorsque nous étions réfugié-e-s au Mexique. Puis, les femmes de ces

petits groupes ont constaté le besoin d'une organisation qui leur était propre, composée uniquement de femmes.

Le 25 mai 1990, quarante-cinq d'entre elles se réunirent pour discuter de la situation des femmes réfugiées. Étant donné que la grande majorité des réfugié-e-s sont des femmes, elles pensèrent que leur participation active au processus de retour au Guatemala était une nécessité. C'est dans cette réunion de cinq jours que s'est structurée l'organisation et qu'ont été nommées les coordonnatrices régionales, qui commencèrent par la suite à mobiliser les femmes dans leur région respective. Il était nécessaire de nous unir afin de faire valoir nos droits en tant que femmes ainsi que notre droit de retourner à notre pays.

La même année, le 15 août, à Ciénéguitas au Chiapas, 700 femmes participèrent à la première assemblée générale de l'organisation

Mama Maquín. C'était le premier rassemblement de femmes réfugiées et c'est à ce moment que le nom de l'organisation et sa constitution furent annoncés publiquement. Six *compañeras* ont été nommées à la coordination générale afin de décentraliser les activités au niveau des régions.

Rappelons-nous maintenant l'histoire de cette femme, Mama Maquín. C'est une aînée qui fut assassinée par l'armée le 29 mai 1978 à Panzos, département d'Alta Verapaz au Guatemala. La population autochtone de cette région est reconnue pour sa persistance à conserver sa langue et sa culture. Malgré la forte présence d'étrangers et de *ladinos* dans la région, ceux-ci ont dû apprendre le *q'eqchi'* pour pouvoir communiquer avec cette population.

Avec l'aide du gouvernement, ces étrangers se sont appropriés et ont exploité les terres des Autochtones pour la culture du café d'exportation. A Panzos, les gens qui refusaient qu'on leur enlève leurs terres organisèrent plusieurs manifestations pour se faire entendre. Le 29 mai 1978, plus d'une centaine de personnes se réunirent pour aller rencontrer les autorités qui les avaient invités à prendre la parole. À l'avant de la manifestation marchait cette aînée *q'eqchi'*, Adelina Caal Maquín. Lorsque les gens entrèrent, pacifiquement, dans le parc central de Panzos afin d'entamer le dialogue sur la question des terres avec le maire et le capitaine de l'armée, l'armée et la police avaient déjà encerclé la municipalité. Avant que les gens ne commencent à dis-

«On a arraché nos dents, on a coupé nos branches, on a brûlé notre tronc, mais on n'a pas pu tuer nos racines.»
CUC (Comité d'unité paysanne)

cuter, ils reçurent des coups de feu.

Une des premières personnes à tomber sous les balles fut Adelina Caal Maquín. Pour nous, elle est un grand exemple de lutte pour toutes les femmes, en particulier les femmes autochtones. Auprès d'elle, plus de cent personnes tombèrent. Ce fut un grand massacre. En hommage à tout ceux et celles qui furent tué-e-s, nous avons nommé notre organisation Mama Maquín. Mama parce qu'elle était très âgée et Maquín, c'est un des ses noms de famille.

Quels sont les problèmes auxquels les femmes ont eu à faire face spécifiquement, pour lesquels elles ont senti le besoin de s'organiser?

Mme Sanchez:

Nous avons dû nous organiser surtout à cause du besoin de retourner au Guatemala, parce que nous ne pouvions pas continuer à vivre comme réfugiées pendant des centaines d'années... Au Mexique, on nous a prêté un petit lopin de terre, mais nous ne pouvions rien réclamer au gouvernement ou aux autorités. Nous ne pouvions pas nous déplacer. Nous devons accepter ce qu'ils voulaient bien nous donner. Alors nous avons dû penser à notre retour, autant par besoin que pour récupérer les terres pour lesquelles nos parents ont lutté et ont perdu la vie. Nous ne pouvions pas laisser l'armée ou les grands propriétaires terriens les occuper. Nous sommes revenu-e-s pour ne plus jamais les abandonner.

Sans organisation de femmes, seuls les hommes auraient fait face à cette situation. Et les hommes, allaient-ils résoudre tous nos problèmes? Je crois que non. Les femmes se devaient, elles aussi, d'affronter la préparation et le fonctionnement

du retour au pays. Et pour cela nous avons dû nous organiser, nous les femmes, pour pouvoir nous mettre d'accord. Nous avons dû aussi travailler avec tous les secteurs de notre communauté, comme par exemple l'organisation des promoteurs des droits humains, les promoteurs de santé et d'éducation, etc. De même, avec les Commissions permanentes (CP), qui furent élues par nos communautés en décembre 1987 pendant notre exil au Mexique pour nous représenter lors des négociations avec le gouvernement guatémaltèque à propos de notre retour. Notamment, le 8 octobre 1992, les CP ont signé un accord avec le gouvernement qui nous assure un retour digne et sécuritaire. Ce fut un grand mouvement auquel tous les secteurs de notre société participèrent, même les jeunes durent s'organiser et penser à ce qu'ils pouvaient contribuer.

Mme Falla:

Il serait important de dire que depuis longtemps, nous, les femmes autochtones du Guatemala, sommes triplement discriminées: en tant que femmes, autochtones et pauvres.

Nos parents, depuis 500 ans, vivent dans la pauvreté. Ils ont dû aller dans les *fincas* pour travailler. Nos mères y sont allées avec un enfant sur le dos, souvent sans manger. Les grands propriétaires terriens payaient un salaire de misère. Ils ne leur payaient jamais ce qu'ils leur devaient. De plus, ils ont réussi à nous mettre dans la tête que nous n'avons aucune valeur. Ils abusent de nous, rient de nous à cause de nos vêtements et parce que nous ne savons pas parler espagnol, ni lire, ni écrire. Et nous croyons qu'il doit en être ainsi. Nous finissons par croire que nous ne valons rien, surtout nous, les femmes autochtones.

Alors quand notre organisation a commencé et qu'on en a fait connaître publiquement les objectifs, nous avons revendiqué le respect de la femme, le respect de la culture autochtone et le respect des pauvres. En plus du retour à notre pays, nous avons exigé des soins pour les femmes et les enfants parce qu'il y avait une grande malnutrition et les femmes accouchaient sans aucune aide.

Nous revendiquons l'égalité entre l'homme et la femme, et entre les autochtones et les *ladinos*. Nous revendiquons aussi l'égalité des classes, parce que notre idée est qu'il ne doit pas y avoir de gens qui possèdent plus que d'autres, que nous sommes tous égaux, que nous avons tous les mêmes droits en tant qu'êtres humains.

Et pour le futur, quels sont vos projets?

Mme Falla:

Je crois qu'à moyen terme, ce serait d'obtenir de meilleurs soins pour les femmes pendant les accouchements, que les enfants aient une bonne alimentation, que les femmes aient accès à l'éducation et obtiennent une meilleure place dans notre communauté.

C'est la première fois que les femmes s'organisent ainsi et il est nécessaire que nous soyons d'abord très conscientes de notre situation en tant que femmes. Nous savons que nous ne possédons rien au niveau matériel et c'est bien difficile de commencer à reconstruire après tant d'années ce qui a été détruit dans les années 80 Ici, à Mayaian, les femmes ont des jardins communautaires et une grange avicole. Ce sont des projets à moyen terme afin que nous puissions survivre.

Des sages-femmes ont été for-

mées pour assister les femmes. Quelques communautés de retour ont commencé à obtenir une meilleure alimentation, ainsi que l'alphabétisation pour les femmes. Ce sont des gains de notre organisation Mama Maquín. Mais ce n'est pas parce que nous avons obtenu ces petites choses, que nous allons rester tranquilles pour autant! L'homme et la femme ont peut-être commencé à s'entendre, mais il reste beaucoup à faire.

La lutte la plus importante, à long terme, reste celle du respect et de l'égalité entre l'homme et la femme, entre les êtres humains de notre pays et peut-être du monde entier, parce que nous souffrons toutes, de manières différentes, de la discrimination.

Est-ce que vous voyez un changement, disons, depuis votre enfance avec vos parents et vos grands-parents?

Mme Sanchez:

Je pense qu'il n'y a pas eu beaucoup de changement là-dessus. Nos parents ont toujours été très fermés. Ils nous ont enseigné que la femme est faite pour la cuisine et les enfants, et l'homme pour les champs. Jamais la femme ne pouvait sortir de la maison.

Mais je pense qu'à chaque jour, à travers notre lutte et notre organisation, nous voyons qu'il y a une meilleure participation des jeunes femmes dans les différents secteurs de notre communauté, par exemple lors des réunions communautaires. Nous voyons qu'il y a un changement là-dessus.

Aujourd'hui nous sommes seules avec nos enfants à leur transmettre ces idées: que la femme et l'homme ont les mêmes capacités, que la femme n'est pas seulement

pour la cuisine et l'homme pour le champs, que ce n'est pas seulement l'homme qui peut aller à l'école, etc. Maintenant, la majorité des gens envoient leurs filles et leurs garçons à l'école ensemble.

Avec tout ce que nous disons et faisons, les jeunes comprennent mieux que nous, parce que lorsque nous étions jeunes on ne nous a jamais rien enseigné de tel, de cette façon. Nous remercions nos mères qui, aujourd'hui, même si elles se lamentent de ne pas avoir eu cette opportunité, ont compris l'importance de laisser la liberté à leurs filles.

Pouvez-vous nous parler aussi du recrutement forcé des jeunes par l'armée ?

Mme Sanchez:

Nous ne sommes pas d'accord. Même si nous ne sommes pas des hommes, nous sommes les mères des fils qui peuvent être recrutés de force par l'armée. Et nous savons très bien qu'ils y risquent leur vie. C'est une violation de la loi. d'enlever les jeunes à 14 ans pour le recrutement militaire. [...] Les patrouilles d'auto-défense civile, les PAC, aussi ordonnent, obligent les jeunes et les vieux à participer. Les soldats demeurent présents dans la région, comme ils l'étaient avant notre exil au Mexique. Nous n'avons pas oublié les massacres ainsi que notre fuite dans la montagne, sans nourriture pendant des semaines. Encore aujourd'hui les soldats essayent de s'infiltrer parmi nous.

Beaucoup de femmes ont laissé leur vie lors des massacres perpétrés par l'armée dans les années 80. Non seulement ils nous ont enlevé la vie, mais en plus ils nous ont violées avant de nous tuer.

Comme, par exemple, à Cuarto Pueblo en mars 1982, lorsqu'ils ont séparé les femmes des autres et les ont violées pendant quatre jours, en plus de les obliger à faire la cuisine et tout le reste. Après, ils les ont tuées.

Nous avons souffert plus que tous de cette barbarie. Il y a des *compañeras* qui étaient enceintes lorsque nous avons fui au Mexique, les soldats les ont tout simplement éventrées avant d'étriper leurs enfants.[...] Malgré tous les massacres de notre histoire, jamais nous n'avons été exterminées. Encore aujourd'hui nous continuons notre lutte avec l'exemple de nos *compañeras* assassinées par l'armée.

Malgré les accords du 8 octobre 1992 et l'accompagnement international, nous savons très bien que nous retournons dans notre pays en présence de l'armée. et nous savons très bien que nous ne sommes pas libres là-dessus. Peut-être tomberons-nous encore entre leurs mains et ainsi nous risquons notre vie. Mais au moins, jamais plus ils ne tueront des milliers de paysans et de paysannes du jour au lendemain. Pour ces dizaines de milliers de vies qui ont été massacrées, nous continuons notre lutte aujourd'hui et même si certaines d'entre nous peuvent tomber, au moins la majeure partie de nos *compañeras* resteront. Et ainsi nous continuons notre lutte, et ainsi nous poursuivons nos objectifs.

Massacre au Guatemala

par Marc Drouin

À 13h30, l'après-midi du 5 octobre dernier, une unité de 26 soldats guatémaltèques lourdement armés est entrée dans la communauté de *Aurora 8 de Octubre*, située à 140 km au nord de la capitale, dans le Département d'Alta Verapaz. Plus de 200 membres de la communauté, hommes, femmes et enfants, se sont rassemblés afin de condamner ouvertement cette incursion militaire. Nous pouvons facilement imaginer leurs paroles émotives, leurs dénonciations virulentes de l'armée, une possible bousculade...

À 13h50, après une brève communication par radio, le lieutenant a donné l'ordre d'ouvrir le feu sur la foule. Les rafales soutenues et les explosions de grenades ont duré 45 minutes. Dix paysans autochtones ont été tués et une trentaine de personnes gravement blessées, dont trois soldats, victimes de leurs propres balles et explosions. Le lendemain, 6 octobre, un onzième villageois succombait à ses blessures.

Massacre délibéré?

La communauté s'apprêtait, le jour du massacre, à célébrer le premier anniversaire de son retour au Guatemala et le troisième anniversaire des accords définissant le processus de retour. Selon l'armée qui, dans un premier temps, a catégoriquement nié le massacre, les soldats cherchaient seulement à participer aux préparatifs de la fête lorsqu'ils ont été attaqués par une population devenue hostile.

Par contre, une enquête préliminaire effectuée sur les lieux du massacre par la Mission vérificatrice des Nations unies au

Guatemala (MINUGUA), démontre que la population paysanne n'était pas armée. Selon la MINUGUA, la présence même des soldats dans la communauté contrevenait aux accords du 8 octobre 1992 signés par le gouvernement guatémaltèque et les réfugiés. Bien que ces accords reconnaissent le «caractère civil et pacifique des retours et de la population retournée», l'armée tente toujours perniciosement d'associer la population réfugiée à la guérilla.

Selon la MINUGUA, des témoignages recueillis le jour même du massacre permettent d'affirmer que des soldats ont achevé plusieurs personnes blessées à bout portant, dont un jeune garçon de huit ans. De plus, l'organisme des Nations unies ajoute qu'aucun propos indignant prononcé contre les soldats, qu'aucun geste considéré disgracieux à leur égard ne pourraient justifier l'ordre de tirer.

La communauté *Aurora 8 de Octubre*

Le 8 octobre 1994, 90 familles retournaient au Guatemala après plus de douze ans d'exil au Mexique, exil provoqué au début des années 80 par la politique gouvernementale de «terre brûlée» pratiquée dans les campagnes contre la population maya. La communauté, qui a pris le nom d'*Aurora 8 de Octubre* en souvenir de cette date, regroupe des Autochtones mam, k'anjobal, k'iche' et q'eqchi'.

Dès leur arrivée, les «retourné-e-s» ont organisé une coopérative agricole de 23 km² qui compte aujourd'hui 250 familles. Plusieurs de ces familles, déplacées à l'intérieur même du pays par la

violence, squattaient depuis plusieurs années les terres de cette nouvelle coopérative. Au lieu d'être expulsées, ces familles ont été invitées à se joindre à la nouvelle structure communautaire et à participer aux projets d'éducation et de santé que les «retourné-e-s» ont mis de l'avant au bénéfice de l'ensemble des communautés paysannes et autochtones de la région.

Dans un pays où historiquement deux pour cent de la population détient 70 pour cent des terres arables, on comprend comment une telle intégration sociale et de tels efforts d'organisation communautaire peuvent facilement attirer la foudre de la minorité possédante.

Une démission largement publicisée

Les soldats responsables du massacre sont détenus pour l'instant par les autorités militaires du Guatemala et le commandant de la base d'où ils provenaient a été démis de ses fonctions. Le 9 octobre, la démission du ministre de la Défense, Mario Enriquez Morales, a aussitôt provoqué des rumeurs d'un possible coup d'État. Le nouveau ministre, le général Marco Antonio Gonzalez Taracena, ancien chef d'État major de la Défense, est considéré plus «conservateur» que son prédécesseur.

Selon Rosalina Tuyuc du Comité de coordination nationale des veuves guatémaltèques (CONAVIGUA), «La démission du ministre ne fera pas disparaître la politique de génocide de l'armée. Ils tentent tout simplement de détourner l'attention de la communauté internationale... Le massacre n'est

pas l'oeuvre d'une seule personne, dit-elle, mais plutôt d'une série d'ordres, d'une hiérarchie, d'une institution.»

Malgré la démission du ministre de la Défense et la mise sur pied d'une Commission d'enquête gouvernementale, les autorités maintiennent que le massacre a été provoqué par la population paysanne et que les soldats se sont simplement défendus. Malgré quelques changements au niveau des échelons supérieurs de l'armée, les structures militaires et le pouvoir économique de l'armée restent intacts.

De plus, le Président sortant, Ramiro de Leon Carpio, peut difficilement garantir que la prochaine administration qui sera élue aux élections présidentielles du 12 novembre prochain, mettra en application les recommandations de l'enquête gouvernementale en cours ou que les responsables du massacre seront jugés devant une Cour compétente.

Rompre le silence

Selon l'enquête préliminaire de la MINUGUA, le massacre du 5 octobre «constitue un acte délibéré contre une population civile, une tentative en vue de faire chavirer les gains fragiles des dernières années [...] et faire reculer le processus de démocratisation».

Alors qu'au sein de l'armée, les tendances les plus réfractaires au changement refusent la moindre concession à l'égard de la population civile, l'institution militaire dans son ensemble devra désormais composer avec l'attention internationale. La démission du ministre constitue peut-être un simple roulement de personnel, mais pour la première fois depuis les hécatombes qui ont passées sous le silence des années 80, les images des victimes, les visages tordus de chagrin et les témoignages des survivant-e-s ont fait le tour du monde.

En dépit de la répression militaire, les mouvements paysans et autochtones au Guatemala ont déjà ouverts une brèche et entamé un processus que plusieurs considèrent irréversible. En ce qui concerne les réfugié-e-s guatémaltèques au Mexique, leurs retours organisés et collectifs se poursuivront tels que prévus, tout en gardant vivant dans leur mémoire ceux et celles qui sont tombés au long de ce périple qui dure depuis plus de cinq siècles.

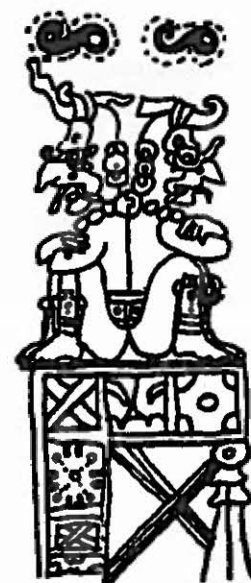
Dans les prochains mois, une douzaine d'accompagnatrices et d'accompagnateurs du Québec iront faire un bout de chemin avec ses gens et tenteront par leur présence de leur faciliter la tâche, leur éviter quelques embûches au long du parcours. L'idée, bien sûr, est de ne plus jamais faire marche arrière...

Pour plus de renseignements sur la situation au Guatemala, le retour des réfugié-e-s et l'accompagnement international, veuillez contacter:

Montréal
Projet Accompagnement
420 St-Paul est, 2e étage
Montréal, Québec H2Y 1H4
(514) 840-1008

Ont participé à la réalisation de ce numéro: Marc Drouin, Nathalie Gauthier, Joyce Portilla, Eve Thomas et Gerardo Ducos.

Par conscience sociale, veuillez faire circuler ce bulletin. Merci.



*Date de tombée pour le prochain bulletin d'information :
vendredi le 8 mars*

*Dépassez vos textes et si possible votre disquette au bureau du P.A.
ou communiquez avec Joyce Portilla au 276-9617*